

l'impôt sur les gros revenus. Une taxe plus élevée sur les héritages devrait nous rapporter un revenu lucratif et ininterrompu. Les provinces y ont recours jusqu'à un certain point.

Mais, grâce à l'octroi de concessions, plusieurs de nos citoyens ont hérité d'une grande richesse créée par le public. Il est donc juste que les masses populaires bénéficient d'une partie de cette richesse qu'elles ont créée elles-mêmes. Il est certainement dans l'intérêt de la vraie démocratie de diffuser les grandes fortunes; c'est un moyen d'atténuer les distinctions de classes et de donner une chance égale à toutes. Il se fait aujourd'hui des fortunes colossales dans les concessions pétrolifères, par exemple, qui appartiennent au public. Nous ne retirons pas autant que nous devrions de cette source. Lorsque les grandes fortunes s'acquièrent souvent par la chance seulement, et peut-être parfois, par la manigance, il est injuste de rendre le succès difficile aux autres par une concentration de la richesse en quelques mains.

Je conseillerais, comme on le fait dans l'amendement, que l'on augmentât les droits d'accise. On pourrait imposer des taxes plus élevées sur les articles de luxe, afin d'en obtenir un revenu. L'on ne pourrait réaliser un revenu dit-on qu'en accordant un monopole à quelques privilégiés; eh bien, je ne crois pas que vous puissiez faire accepter une telle histoire même à un écolier.

Je conseillerais, en outre, une plus grande économie. En un temps comme celui-ci, alors que les affaires diminuent plutôt qu'elles n'augmentent, il n'est certes pas opportun de faire des dépenses aussi considérables sur des travaux publics, des levés géodésiques, ou autres travaux de cette nature. A part les estimations qu'ils font pour le prochain exercice, les députés de Québec et des Provinces maritimes se préoccupent surtout de jouer le rôle de Santa Claus au bénéfice de tous les petits villages de pêcheurs, et le Gouvernement, qui se fait une affaire du favoritisme politique, y consent volontiers.

On ne semble avoir aucun plan arrêté en matière de développement du pays. Le système de l'opportunisme est celui qui prédomine généralement. Le canal Welland a été commencé au moment où la nation n'en avait pas les moyens, et lorsque l'on n'en avait pas particulièrement besoin.

L'hon. M. GRAHAM: L'honorable député ne sait-il pas que le canal Welland a été commencé surtout à la demande des gens de l'Ouest canadien?

M. EVANS: Je désire informer l'honorable ministre que je connais très bien l'opinion de

la population de l'Ouest, et je n'ai jamais entendu aucune des grandes associations de l'Ouest, soit les cultivateurs unis du Manitoba ou de l'Alberta, ou l'association des cultivateurs de grains de la Saskatchewan, ou quelque chambre de commerce, demander la construction du canal Welland. Je répète que ce travail a été commencé à un moment où la nation n'en avait pas les moyens, et alors que l'on n'en avait pas particulièrement besoin, tandis que, sur un autre projet, l'on a laissé se perdre pour 12 millions de dollars de matériaux et de travaux qu'il faudra recommencer. Je crois que l'histoire jugera l'égoïste et aveugle politique des hommes d'Etat, depuis la Confédération jusqu'à nos jours, qui ont dirigé le commerce national par certaines voies, et au profit de certains individus sans souci de l'intérêt public.

L'honorable député d'Halifax a condamné le projet du chemin de fer de la baie d'Hudson, mais il a plaidé pour la mise en train des travaux sur le canal Welland, lorsque le projet du chemin de fer de la baie d'Hudson eût été abandonné parce que la nation n'avait pas l'argent nécessaire pour le continuer. Quels que soient les doutes que l'on puisse avoir au sujet du chemin de fer de la baie d'Hudson et de la navigation des détroits, le moment de s'y apposer était sûrement avant que l'on ait dépensé quelque 23 millions de dollars sur ces travaux, que l'on a abandonnés parce que certaines gens croyaient que le parachèvement en serait préjudiciable à leurs intérêts.

On a dit souvent en Chambre, et on a dit souvent en public, que le Canada était un pays difficile à gouverner. Je prétends, monsieur l'Orateur, que s'il est difficile à gouverner, c'est que l'on a enfoncé le coin du privilège entre les intérêts des différentes classes du Dominion. Si ceux qui sont responsables de l'administration publique voulaient se préoccuper plutôt des besoins nationaux que des exigences de partis, la situation serait différente. Aujourd'hui, les idées indépendantes sont étouffées dans les collèges et les universités. Les journaux sont contrôlés, le crédit est refusé, l'initiative est découragée, la confiance est détruite. Nos ressources naturelles ne sont pas mises en valeur, tandis que nos agriculteurs et nos ouvriers quittent le pays. Le Canada est un pays d'immenses ressources, cependant, nous ne pouvons nous attendre à créer une nation en favorisant certaines classes au détriment des autres. Il nous faut considérer toutes ces choses au point de vue de l'avenir afin de laisser à notre postérité les assises d'un véritable démocratie.

L'hon. M. FIELDING: Monsieur l'Orateur, quand même je n'en aurais nulle autre raison,